

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203555]

**24 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre (planches 3/17, 7/17, 10/17, 11/17, 12/17, 14/17 et 15/17) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005;

Considérant les demandes de modification du PASH de la Dendre antérieures à l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2016 modifiant le Code de l'Eau;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre la procédure de révision du PASH de la Dendre selon les dispositions du Code de l'Eau antérieures à l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2016 modifiant le Code de l'Eau;

## MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée depuis l'approbation du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu 8 demandes conformes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie des hameaux d'Ellignies-Saint-Anne et Robersart sur le territoire communal de Belœil (modification n° 02.02);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour l'ancien camping d'Ellignies-Saint-Anne sur le territoire communal de Belœil (modification n° 02.04);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la partie nord de la rue Quennerue sur le territoire communal de Brugelette (modification n° 02.05);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la partie est de la rue Bassilly sur le territoire communal de Silly (modification n° 02.06);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour les habitations de la rue Emile d'Aubèches à Tongre-Saint-Martin sur le territoire communal de Chièvres (modification n° 02.07);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la partie sud de la rue Haut Donjon sur le territoire communal de Leuze-en-Hainaut (modification n° 02.08);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue des Moulins d'Acren à Deux Acren sur le territoire communal de Lessines (modification n° 02.09);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la partie ouest de la chaussée de Grammont sur le territoire communal de Lessines (modification n° 02.10).

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé compétent comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti, une analyse de la situation topographique de la zone et une analyse financière, que cette étude permet d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. remet un avis favorable sur les 8 demandes qui lui sont adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires du plan en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport visé en annexe I;

## EXEMPTION DE L'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre adressée par la S.P.G.E. au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduaires concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I;

Considérant par ailleurs que la S.P.G.E. estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I;

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre adressée le 18 janvier 2017 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Vu l'article D.53 du Code de l'Environnement qui stipule que les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement, soit pour le 17 février 2017 au plus tard; que passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Considérant le courrier du CWEDD transmis en date du 6 février 2017 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Considérant l'avis favorable sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par l'autorité communale de Chièvres;

Considérant l'avis rectificatif favorable de la commune de Belœil transmis en date du 12 mai 2017;

Considérant l'absence d'avis des autorités communales de Brugelette, Lessines, Leuze-en-Hainaut et Silly au terme du délai prévu, que leur avis est dès lors réputé favorable;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre visé à l'annexe I;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement approuve l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre visé à l'annexe I.

**Art. 2.** Le Gouvernement décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport visé à l'annexe I.

**Art. 3.** Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour adoption.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

---

#### **Annexe I. — Avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre**

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH reprenant les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société Publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart14-16, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique "Assainissement"; Sous-rubrique "Plans d'assainissement (PASH)").

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/203555]

**24. MAI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender (Karten 3/17, 7/17, 10/17, 11/17, 12/17, 14/17 und 15/17) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.216 bis D.218 und Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. Dezember 2005 veröffentlicht;

In Erwägung der Anträge auf Abänderung des SpZeg der Dender, die vor dem Inkrafttreten am 1. Januar 2017 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Wassergesetzbuches gestellt worden sind;

In der Erwägung, dass das Verfahren zur Revision des SpZeg der Dender gemäß den Bestimmungen des Wassergesetzbuches fortzuführen ist, die vor dem Inkrafttreten am 1. Januar 2017 des Erlasses vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Wassergesetzbuches gültig waren;

## ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

In der Erwägung, dass die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de Gestion de l'Eau") ("S.P.G.E.") alle während der abgelaufenen Periode seit der Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." 8 von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und/oder den Gemeinden eingesandte Anträge erhalten hat, die den Auflagen genügen;

In der Erwägung, dass die Anträge mit allen möglichen Änderungen des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der Weiler Ellignies-Saint-Anne und Roberst auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil (Abänderung Nr. 02.02);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den ehemaligen Campingplatz von Ellignies-Saint-Anne auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil (Abänderung Nr. 02.04);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den nördlichen Teil der Rue Quennerue auf dem Gebiet der Gemeinde Brugelette (Abänderung Nr. 02.05);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den östlichen Teil der Rue Bassilly auf dem Gebiet der Gemeinde Silly (Abänderung Nr. 02.06);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Wohnhäuser der Rue Emile d'Aubechies in Tongre-Saint-Martin auf dem Gebiet der Gemeinde Chièvres (Abänderung Nr. 02.07);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den südlichen Teil der Rue Haut Donjon auf dem Gebiet der Gemeinde Leuze-en-Hainaut (Abänderung Nr. 02.08);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Rue des Moulins d'Acren in Deux Acren auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines (Abänderung Nr.02.09);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den westlichen Teil der Chaussée de Grammont auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines (Abänderung Nr. 02.10).

In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der zuständigen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz, eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets und eine finanzielle Analyse enthaltende Prüfung beigefügt wurde; dass diese Prüfung es ermöglicht, die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." eine günstige Stellungnahme über die 8 an sie gerichteten Anträge abgibt;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderungen ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem in Anhang I erwähnten Bericht beschrieben werden;

## BEFREIUNG VON EINER BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der "S.P.G.E." an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der "S.P.G.E." die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem in Anhang I genannten Bericht analysiert werden;

In der Erwägung außerdem, dass die "S.P.G.E." der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben müsste; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches erwähnten Kriterien gerechtfertigt ist, die in dem in Anhang I genannten Bericht analysiert werden und durch die das vermutliche Ausmaß der Auswirkungen bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender der Anlass besteht, den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" ("CWEDD")) und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 18. Januar 2017 an den "CWEDD" und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrags auf eine Stellungnahme über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender;

In der Erwägung, dass die Stellungnahmen gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung, das heißt spätestens bis zum 17. Februar 2017 übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Stellungnahmen als günstig;

Aufgrund des am 6. Februar 2017 übermittelten Schreibens des "CWEDD", in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; aufgrund der Tatsache, dass seine Stellungnahme, wenn nicht vorhanden, als günstig betrachtet wird;

In Erwägung der von der Gemeindebehörde von Chièvres innerhalb der vorgeschriebenen Fristen übermittelten günstigen Stellungnahme über den Antrag auf Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

In Erwägung der am 12. Mai 2017 von der Gemeinde Belœil übermittelten günstigen berichtenden Stellungnahme;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Brugelette, Lessines, Leuze-en-Hainaut und Silly keine Stellungnahme innerhalb der vorgesehenen Frist abgegeben haben, dass deren Stellungnahmen demnach als günstig betrachtet werden;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des in Anhang I erwähnten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung genehmigt den in Anhang I erwähnten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender.

**Art. 2** - Die Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 angeführten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den in Anhang I erwähnten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

**Art. 3** - Die Regierung beauftragt die "S.P.G.E.", den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender innerhalb von dreißig Tagen der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen und ihn ihr anschließend zur Verabschiedung vorzulegen.

**Art. 4** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Mai 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

#### **Anhang I — Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender**

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten SpZeg mit den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16 in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden : <http://www.spge.be> (Rubrik "Assainissement", Unterrubrik "Plans d'assainissements (PASH)").

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203555]

**24 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender (bladen 3/17, 7/17, 10/17, 11/17, 12/17, 14/17 en 15/17) en waarbij de voorgelegde wijzigingen niet aan een milieueffectbeoordeling onderworpen worden**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en op de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender dat op 10 november 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 2 december 2005 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

Gelet op de aanvragen tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender, voorafgaand aan de inwerkingtreding op 1 januari 2017 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot wijziging van het Waterwetboek;

Overwegende dat de procedure voor de herziening van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender verdergezet dient te worden overeenkomstig de bepalingen van het Waterwetboek, voorafgaand aan de inwerkingtreding op 1 januari 2017 van het besluit van 1 december 2016 tot wijziging van het Waterwetboek;

## WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat de "S.P.G.E." alle aanvragen verzamelt die sinds de goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender in ontvangst zijn genomen, om overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek één enkel voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." vijftig geldige aanvragen van de erkende saneringsinstellingen en/of de gemeenten heeft ontvangen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op:

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor een gedeelte van de gehuchten Ellignies-Sainte-Anne en Robersart op het gemeentelijke gebied van Belœil (wijziging nr. 02.02);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de voormalige camping van Ellignies-Sainte-Anne op het gemeentelijke gebied van Belœil (wijziging nr. 02.04);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het noordelijke gedeelte van de "rue Quennerue" op het gemeentelijke gebied van Brugelette (wijziging nr. 02.05);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het oostelijke gedeelte van de "rue Bassilly" op het gemeentelijke gebied van Silly (wijziging nr. 02.06);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de woningen van de "rue Emile d'Aubechies" te Tongres-Saint-Martin op het gemeentelijke gebied van Chièvres (wijziging nr. 02.07);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het zuidelijke gedeelte van de "rue Donjon" op het gemeentelijke gebied van Leuze-en-Hainaut (wijziging nr. 02.08);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue des Moulins d'Acren" te Twee-Akren op het gemeentelijke gebied van Lessen (wijziging nr. 02.09);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het westelijke gedeelte van de "chaussée de Grammont" op het gemeentelijke gebied van Lessen (wijziging nr. 02.10);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de betrokken erkende saneringsinrichting uitgevoerd is en dat een overzicht bevat van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing en een analyse van de topografische toestand van het gebied om de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een gunstig advies heeft uitgebracht over de twintig aanvragen die haar gericht zijn;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen met zich meebrengt naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen worden omschreven in het verslag bedoeld in bijlage I;

## VRIJSTELLING VAN MILIEUEFFECTBEOORDELING

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender die door de "S.P.G.E." aan de Waalse Regering gericht is overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de analyse van de "S.P.G.E." besluit dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt en minder belangrijke wijzigingen inhoudt, met name ten opzichte van de bevolking en van de afvalwaterlozingen die het voorwerp zijn van het voorontwerp van wijziging zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende anderzijds dat de "S.P.G.E." acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat de aanvraag ervan gerechtvaardigd is ten opzichte van de in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoelde criteria op grond waarvan de vermoedelijke omvang van de effecten kan worden bepaald, zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied gelijktijdig goedkeurt en de redenen vermeldt waarom er beslist werd dat plan van een milieueffectbeoordeling vrij te stellen;

Overwegende dat de "CWEDD" "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender geraadpleegd moet worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om advies over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender dat op 18 maart 2017 overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten is gericht;

Gelet op artikel D.53 van het Milieuwetboek waarin bepaald wordt dat de adviezen binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering toegezonden moeten worden, hetzij uiterlijk 17 februari 2017; dat de adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Overwegende dat de "CWEDD" op 6 februari 2017 een schrijven heeft gezonden waarin hij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling; dat zijn advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op het gunstige advies over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling, ingediend binnen de voorgeschreven termijnen door de gemeentelijke overheid van Chèvres;

Gelet op het gunstig advies tot rechtzetting van de gemeente Belœil die op 12 mei 2017 is overgemaakt;

Overwegende dat de gemeentelijke overheden van Brugelette, Lessines, Leuze-en-Hainaut en Silly geen advies binnen de voorgeschreven termijn hebben uitgebracht, dat hun advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

Overwegende dat een vrijstelling van de milieueffectbeoordeling bedoeld in de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender;

Gelet op het in bijlage I bedoelde verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender, bedoeld in bijlage I, is door de Regering goedgekeurd.

**Art. 2.** De Regering beslist een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 om de redenen opgegeven in het verslag bedoeld in bijlage I.

**Art. 3.** De Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het in aanmerking genomen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinningen en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en het haar vervolgens ter goedkeuring voor te leggen.

**Art. 4.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

### Bijlage I. — Voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender bestaat uit een verslag over de wijzigingen van bedoeld "PASH" en uit de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dit verslag vermeldt de redenen waarom beslist is om de wijzigingen van het voorontwerp vrij te stellen van een milieueffectbeoordeling. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name in termen van uitvoering van de verzamelaar- en rioleringsnetten binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden : <http://www.spge.be> (Rubriek "Assainissement"; Onderrubriek "Plans d'assainissement (PASH)").